



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Ght_TRV_2025-013_AOO_Maintenance Des Groupes Froids [2025-2029]

MAINTENANCE DES GROUPES FROIDS POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT LOIRE

APPEL D'OFFRE OUVERT

La présente consultation est passée selon la procédure d'Appel d'Offres des articles L 2124-2, R 2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Etablissement pilote du marché

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ETIENNE
Direction des Achats et du Patrimoine
Hôpital Bellevue - Pavillon 1 - 1er étage
42055 Saint-Etienne Cedex 2**

Table des matières

PREAMBULE	2
ARTICLE 1. Objet du marché	3
ARTICLE 2. Allotissement	3
ARTICLE 3. Périmètre de la prestation et descriptif des installations	3
3.1 Localisation des installations	3
3.2 Description des installations techniques	4
3.3 Reconnaissance des lieux	4
ARTICLE 4. Description et conditions d'exécution des prestations	4
4.1 Démarrage du marché	5
4.2 Maintenance préventive	5
4.2.1 Plan de maintenance général	5
4.2.2 Entretien courant	7
4.2.3 Remise en état après contrôle	7
4.3 Maintenance corrective et dépannage	8
4.3.1 Maintenance corrective	8
4.3.2 Dépannage	8
4.4 Rapports d'interventions	8
4.5 Décomptes d'opérations	9
4.6 Engagement du prestataire	10
4.7 Organisation et moyens mis en œuvre pour le respect des engagements	10
4.8 Normes et règlements	11
4.9 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail	11
ARTICLE 5. Organisation et conditions du marché	12
5.1 Dispositions générales	12
5.2 Dispositions particulières	12

PREAMBULE

Le Groupement Hospitalier de Territoire de la Loire (GHT Loire) lance une procédure de consultation portant sur la maintenance préventive et corrective de son parc d'équipements de groupes de production d'eau glacée (sont exclus : splits-systèmes, VRV, petites pompes à chaleur, petites puissances) situés sur les différents sites des établissements hospitaliers membres du GHT 42.





Les objectifs du présent marché sont en particulier le maintien en bon état de fonctionnement des équipements en regard des contraintes d'exploitation et de continuité de service des établissements hospitaliers et le respect de la réglementation.

L'entreprise qui répondra à la consultation est réputée avoir pris en compte pour l'établissement de son chiffrage, l'ensemble des contraintes d'environnement et de fonctionnement des installations. En conséquence, l'entreprise ne pourra arguer du fait de son ignorance pour prétendre à ne pas respecter ses engagements contractuels.

L'entreprise ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou le cas échéant à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des locaux et des installations (moyens d'accès et de stockage, conditions particulières d'interventions liées aux propres règles de l'hôpital, conditions climatiques) ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Le prestataire devra prendre en compte l'état des réglementations actuelles au moment de la consultation et l'évolution de celles-ci tout au long de la période du marché.

Les prestations demandées peuvent être de deux formes :

- prestations forfaitaires : opérations de contrôles, d'entretien et de relevés liées à la maintenance préventive,
- prestations hors forfait :
 -  opérations de maintenance corrective,
 -  opérations de travaux,
 -  opérations de mise en conformité,
 -  opérations de dépannage d'urgence, faisant suite à un appel

ARTICLE 1. Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les modalités d'exécution du marché qui a pour objet **l'exploitation et la maintenance des installations de production d'eau glacée** implantées dans les bâtiments des établissements hospitaliers membres du GHT LOIRE.

Ce, dans le but d'assurer pour les équipements faisant l'objet du contrat :

- leur maintien en bon état de marche dans leurs caractéristiques de fonctionnement
- leur continuité de service et leur disponibilité permanente
- leur contrôle et leur entretien préventif régulier
- un niveau de performance et de rendement énergétique optimal
- le respect de la réglementation et des normes QHSE

Les équipements suivants ne sont pas à la charge du titulaire (sont donc exclu du périmètre de ce marché) :

- ⇒ Systèmes de climatisation à détente directe (multi-split, VRV, petites pompes à chaleur, petites puissances...) et système de climatisation de chambres froides.

ARTICLE 2. Allotissement

Le GHT Loire est composé de 16 Etablissements de santé repartis géographiquement sur le département de la Loire, l'Ouest du département du Rhône et le Nord du département de l'Ardèche.

Afin de répondre au mieux aux objectifs et enjeux du présent marché, il est prévu une décomposition en 5 lots distincts :

- LOT 1 – Matériels TRANE
- LOT 2 – Matériels CARRIER
- LOT 3 – Matériels DAIKIN
- LOT 4 – Matériels CIAT
- LOT 5 – Matériels autres marques

ARTICLE 3. Périmètre de la prestation et descriptif des installations

3.1 Localisation des installations

Les installations et équipements sont répartis sur les sites des 16 établissements du GHT LOIRE.
Les établissements membres du GHT LOIRE sont les suivants :

- CHU Saint-Etienne

- Blanchisserie BILSUD
- CH du Forez (Feurs et Montbrison)
- Hôpital du Gier (Saint-Chamond)
- Hôpital Le Corbusier (Firminy)
- CH George Claudinon (Chambon-Feugerolles)
- CH Saint-Bonnet-le-Château
- CH Boën-sur-Lignon
- CH des Monts du Lyonnais
- CH Maurice André (Saint-Galmier)
- CH Charlieu
- CH Saint-Just-la-Pendue
- CH Roanne
- CH Serrières
- CH Saint-Félicien
- CH Ardèche Nord (Annonay)

3.2 Description des installations techniques

Se référer au DPGF du présent marché et ses différentes annexes.

3.3 Reconnaissance des lieux

Afin de prendre en compte l'ensemble des contraintes fonctionnelles et environnementales des différents sites, l'entreprise soumissionnaire peu s'il le souhaite effectuer préalablement à la remise de son offre, une visite de l'ensemble des lieux d'exécution des prestations.

L'inscription pour la visite des sites s'effectue obligatoirement par l'envoi d'une demande au coordonnateur ayant pour objet « VISITE TECHNIQUE MAINTENANCE GROUPES FROIDS GHT LOIRE » à l'adresse mail « aurelien.bonhomme@chu-st-etienne.fr » en précisant le nom de la société et celui de son représentant ainsi que le numéro du lot. Les visites doivent avoir lieu au plus tard **dix jours avant la date limite de remise des offres**.

En conséquence le soumissionnaire est réputé, lors de la remise de son offre :

- Avoir une connaissance parfaite des matériels et des marques qui constituent les installations existantes,
- Avoir, le cas échéant, questionné le GHT Loire ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées,

Le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat, d'une connaissance insuffisante des sites et installations, ou d'éléments locaux, tels que moyens d'accès et de stockage, conditions particulières d'interventions (liées aux propres règles de chaque établissement hospitalier), conditions climatiques, ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge de du prestataire.

ARTICLE 4. Description et conditions d'exécution des prestations

Le prestataire doit signaler à chaque fois sa présence dans les établissements directement aux responsables de la maintenance ou à une personne désignée par eux (exemple : Personnels techniques de permanence

ou d'astreinte, équipe de la sécurité), soit physiquement, soit par téléphone. Il procèdera de la même façon à la fin de son intervention avant son départ du site.

4.1 Démarrage du marché

Avant le début du présent marché, le titulaire devra :

- Fournir son attestation de capacité ainsi que l'attestation d'aptitude de chacun de ses intervenants, y compris de son personnel d'astreinte,
- Réaliser un état des lieux contradictoire des installations dont il aura la charge avec les responsables techniques des établissements hospitaliers,
- Réaliser une vérification et une mise à jour de l'inventaire des équipements,
- Fournir un rapport détaillé de la prise en charge regroupant toutes les informations nécessaires pour réaliser les gammes de maintenance, réaliser les maintenances correctives, permettre l'exploitation des installations.

4.2 Maintenance préventive

La maintenance préventive inclut les visites périodiques de contrôles et d'entretien courant et les petits entretiens d'usages (lubrifications, nettoyages, ...) nécessaires au bon fonctionnement et au maintien en service des équipements.

Sont inclus dans le forfait de maintenance préventive, les petites fournitures, c'est-à-dire celles incluant les pièces d'une valeur unitaire inférieure à **100 €HT** (prix d'achat du titulaire avec justificatif).

La périodicité de ces visites de maintenance préventive est définie dans les gammes de maintenances présentées à l'article 4.2.1 du présent CCTP.

Le prestataire missionnera **au minimum 1 fois par an**, le constructeur ou toute autre entreprise pouvant justifier de l'agrément du constructeur, pour réaliser la **maintenance préventive annuelle constructeur**, et ce pour chaque équipement. Le certificat d'agrément sera obligatoirement joint au dossier de candidature.

Les dates de visite feront l'objet d'un accord préalable entre les responsables techniques des établissements et le prestataire. Le titulaire du marché prendra contact avec le Responsable technique de l'établissement concerné ou un de ses représentants afin de déterminer, **à minima 15 jours à l'avance**, le planning prévisionnel des interventions en tenant compte des contraintes d'exploitation.

4.2.1 Plan de maintenance général

Le titulaire établira :

- un plan de maintenance annuel prenant en compte les obligations réglementaires et normatives applicables ainsi que les différentes recommandations et préconisations (prescripteur, constructeur,...).

Le plan de maintenance préventive détaillera pour chaque installation ou équipement, le contenu détaillé des interventions, prestations de maintenance, contrôles et entretiens pour chacune des visites périodiques.

Opérations de maintenance préventive avec **périodicité semestrielle :**

- contrôle des niveaux en fluides frigorigènes des différents circuits de l'installation

- essais et contrôle des pressostats HP/BP
- vérification et relevé des températures de consigne et des organes de commande
- vérification et relevé des programmes de régulation et de fonctionnement des équipements
- contrôle de fonctionnement des alarmes températures, pressions, et reports (y compris GTC)
- contrôle du fonctionnement des traceurs chauffants et batteries de dégivrage
- contrôle et optimisation de la fréquence de dégivrage des évaporateurs
- vérification de l'état anhydre du fluide frigorigène
- contrôle des connexions électriques et mécaniques y compris resserrage si-nécessaire
- contrôle du fonctionnement des ventilateurs et des turbines
- contrôle de l'état des hélices, des fixations et nettoyage des grilles de protections
- nettoyage/dépoussiérage des échangeurs et batteries des condenseurs et des évaporateurs
- contrôle du bon état de marche des contrôleurs de débit d'eau glacée
- vérification et relevé des températures mesurées, pressions HP et BP
- contrôle du niveau et de la pression d'huile compresseurs
- vérification du bon fonctionnement des résistances de carter
- contrôle des vannes pressostatiques
- contrôle des supports d'équipements et plots anti-vibratile, y compris resserrage si-nécessaire
- contrôle des organes de sécurité et les asservissements : Soupapes, carters de protection, grilles, etc...
- vérification et contrôle du thermostat antigel
- vérification des contacteurs
- vérification des joints d'étanchéité
- contrôle des intensités électriques de fonctionnement sur les différents circuits de puissance
- contrôle de l'étanchéité des clapets d'aspiration et de refoulement
- mesure des intensités absorbées des compresseurs
- mesure de l'isolement des compresseurs et ventilateurs
- vérification du bon fonctionnement des organes frigorifiques et électriques,
- vérification du bon taux d'antigel sur le réseau d'eau glacée (si présence d'antigel notamment nécessaire pour la production de glace) et remplissage de glycol si nécessaire selon besoin de protection du gel
- contrôle du fonctionnement des vannes motorisées (servomoteurs inclus)
- tenir propres les locaux techniques de production et distribution
- contrôle des niveaux d'eau liés à l'installation des bacs à glace (si établissement équipé)
- contrôle du bon stockage et du bon déstockage de glaces (si établissement équipé)
- contrôle des fonctionnalités des bacs à glace (si établissement équipé)
- contrôle du fonctionnement de la GTC gérant la production d'eau glacée (si établissement équipé)

Opérations de maintenance préventive avec périodicité annuelle :

- contrôle des accouplements et alignements des moteurs électriques et compresseurs
- contrôle des détecteurs de gaz
- mesure des intensités et isolement des ventilateurs et des turbines
- étalonnage des sondes
- contrôle des soupapes
- contrôle de la pression des vases d'expansion et de leur état de fonctionnement
- contrôle du bon fonctionnement de la régulation et de la cascade de production
- contrôle auditif de cavitation et des bruits de paliers pour les pompes du circuit d'eau glacée
- contrôle de la hauteur manométrique des pompes
- contrôle des garnitures mécaniques
- manipulation des vannes d'isolement

A chaque fois que nécessaire :

- suivi en service des installations
- resserrage des connexions électriques
- remplacement des filtres déshydratants, filtres d'aspiration et filtres d'huile
- lubrification ou vidange des équipements
- inspections périodiques réglementaires et opérations de requalifications périodiques
- contrôles relatifs aux équipements sous-pression : les récipients (réservoirs, certains échangeurs, ...), les tuyauteries, les équipements de sécurité (soupapes, pressostats, ...) et autres éléments (vannes, filtres, ...)
- contrôles relatifs à l'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques
- contrôle visuel, test d'acidité, ou analyse complète (en laboratoire) de l'huile

Le prestataire dans son rôle d'expert dans le domaine, pourra inclure au plan de maintenance toute prestation complémentaire qu'il jugerait nécessaire au bon fonctionnement et au maintien des installations.

Toutes les interventions seront consignées dans les comptes rendus, les procès-verbaux d'intervention et les carnets d'équipements.

4.2.2 Entretien courant

La maintenance préventive comprend la fourniture des produits de lubrification et de nettoyage, des divers produits consommables, des petites fournitures mécaniques et électriques, notamment :

- huiles, graisses, chiffons
- décapant, dégrippant, dégraissant, détergent, désinfectant
- ampoules, voyants, fusibles équipant les armoires et tableaux
- la visserie, la boulonnerie et les accessoires de fixation
- les peintures d'anticorrosion et de finition
- les fluides spéciaux (azote - glycol - etc...)
- tout autre produit de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de maintenance exécutée
- les joints, raccords et garniture d'usage courant
- les thermomètres et manomètres

La fourniture de ces petites fournitures est due par le titulaire qui fait son affaire de leur approvisionnement sans restriction en quantité et qualité nécessaires à ses prestations.

Le remplacement des petites fournitures se fera par des matériaux conformes aux prescriptions du constructeur d'origine.

4.2.3 Remise en état après contrôle

Si, lors d'un contrôle, une remise en état apparaît nécessaire pour éviter la survenance d'une panne, le titulaire devra, avant toute intervention, établir un chiffrage détaillé dans le cas de fourniture de pièces détachées non incluses au forfait.

L'intervention ne pourra être réalisée qu'après réception par le titulaire, d'un bon de commande de

l'établissement hospitalier.

4.3 Maintenance corrective et dépannage

4.3.1 Maintenance corrective

La maintenance corrective inclut les réparations mécaniques et électriques mineures, les réparations par échange standard, les travaux de mise en conformité, de rénovation et d'amélioration des installations, et de façon plus générale tous les travaux non inclus au forfait de maintenance hors travaux de reconstruction.

En aucun cas une intervention de maintenance correctrice ne pourra tenir lieu de visite de maintenance préventive.

4.3.2 Dépannage

Le prestataire s'engage à intervenir dans le **délai défini par l'établissement (annexes 13, 23, 33, 43, 53 au DPGF)** en cas de panne ou de dysfonctionnement d'une ou plusieurs installations, **7J/7, 24h/24, 365j/365**, week-end et jours fériés inclus, après la notification de la panne, par courrier électronique, télécopie ou appel téléphonique de l'établissement hospitalier.

En cas de non-respect du délai d'intervention sous le délai prévu, le titulaire est soumis à des **pénalités de retard** explicitées au CCAP.

S'il s'avère impossible de réparer l'équipement lors de la 1^{ère} intervention, le prestataire **adressera un devis** détaillé, mentionnant notamment les coefficients de majoration, remise sur prix d'achat, prix unitaire net, quantité, délai d'approvisionnement des pièces, au technicien référent de l'établissement **sous 24 H maximum, hors week-end et jours férié**. Le délai d'approvisionnement des pièces deviendra alors contractuel et engage le prestataire à respecter **un délai de réparation** du matériel dont il a la charge de l'entretien.

A partir de la réception du matériel ou des pièces détachées dont il a besoin afin d'effectuer son dépannage, le titulaire devra remettre en service l'installation en ordre de marche sous un délai maximum de **48h**. En cas de non-respect de ce délai de réparation, le titulaire est soumis à des **pénalités de retard** explicitées au CCAP. Le délai d'approvisionnement des pièces détachées devra être indiqué explicitement sur le devis, afin que l'établissement hospitalier puisse faire le contrôle du bon respect de ce délai de réparation.

Si le titulaire se trouvait dans l'incapacité de respecter ces délais pour des raisons qui ne lui incombent pas, l'application des pénalités pourraient être négociées en conséquence, notamment en cas de rupture de stock chez le fabricant. Il devra cependant en informer l'établissement hospitalier sans délai et proposer une solution alternative quand cela est possible.

4.4 Rapports d'interventions

A l'issue de chaque intervention de maintenance préventive, de maintenance curative et de dépannage sur les groupes de l'établissement, le titulaire rédigera un rapport d'intervention qui sera adressé par **courrier électronique** sous format numérique **PDF** aux responsables techniques de l'établissement hospitalier concerné.

Pour ce qui concerne les interventions de maintenance curative et les dépannages, le titulaire du marché aura un délai maximum de **24h après son intervention sur site** pour envoyer ces dits-rapports d'intervention. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire est soumis à des **pénalités de retard** explicitées au CCAP.

Le rapport d'intervention devra être conforme aux obligations réglementaires et directives concernant ces installations techniques (Directive des Equipements Sous Pression) et devra comporter à minima les informations suivantes :

- La date de l'intervention,
- L'heure du démarrage et de la fin de l'intervention,
- Le type de l'intervention (maintenance préventive – maintenance curative – dépannage),
- Le nom et le prénom du technicien étant intervenu,
- Les références de l'établissement, du site, du bâtiment, du niveau, du local et toutes indications apportant précision (service, ...) sur la localisation de l'intervention,
- Les références de l'installation et/ou des équipements,
- Les mesures relevées au cours de l'intervention,
- Les opérations effectuées,
- Les diverses manipulations et recharges de fluides frigorigènes (nature, quantité, équivalent CO2),
- Les anomalies de fonctionnement des installations,
- La liste des améliorations éventuelles à apporter ou proposées,
- Les pièces détachées et fournitures,
- Les heures de main d'œuvre,
- Les heures de déplacements,
- Les renseignements afférents aux vérifications, essais et remise en service des équipements.

Avant d'être envoyés, le titulaire du présent marché s'assurera que ses rapports d'intervention soient **datés et signés** par le technicien ayant réalisé l'intervention.

Une version du rapport datée et signée par le Responsable des Services Techniques de l'établissement hospitalier concerné ou son représentant servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture.

Certificats d'étanchéité

Le titulaire produira en **annexe** du rapport d'intervention, pour chaque prestation de contrôle des circuits et réservoirs contenant des fluides frigorigènes un certificat d'étanchéité conforme à la réglementation.

Rapports de thermographies infrarouges

Le titulaire produira en **annexe** du rapport de maintenance, pour chaque prestation de contrôle par thermographique infrarouge des installations frigorifiques et électriques, un rapport d'intervention conforme au référentiel APSAD D19 édité par le Centre national de prévention et de protection (CNPP).

Bordereaux de suivi des déchets

Un bordereau de suivi de déchets industriels sera établi à chaque fois que nécessaire selon la nature et la classification des déchets à traiter, ainsi que la réglementation relative applicable.

4.5 Décomptes d'opérations

Les décomptes de prix liés aux interventions de **dépannage** urgentes n'ayant pu faire l'objet au préalable d'un estimatif, seront établis post-intervention à partir d'un détail quantitatif exhaustif des pièces détachées, fournitures, temps de main d'œuvre et frais divers afférents au dépannage.

Les décomptes de prix non afférant à une intervention de dépannage feront l'objet au préalable d'un estimatif, ils seront établis pré-intervention à partir d'un détail quantitatif exhaustif des pièces détachées, fournitures, temps de main d'œuvre et frais divers afférents.

Ces documents comprendront à minima :

- Les références de l'établissement, du site, du bâtiment, du niveau, du local et toutes indications apportant précision (service, ...) sur la localisation de l'intervention
- Les références de l'installation et le repérage des équipements
- Les références du rapport d'intervention
- La date et l'heure d'intervention
- La désignation et la nature des travaux intervention
- Le calcul des coûts de main d'œuvre détaillés
- Le calcul des coûts de déplacements
- La liste exhaustive des pièces remplacées et leur prix unitaire
- Le calcul de prix de l'intervention et le montant global HT et TTC

4.6 Engagement du prestataire

Les établissements hospitaliers du GHT LOIRE souhaitent que la maintenance des appareils faisant l'objet du contrat permette une continuité de service, le maintien en état et une conservation des installations. Ces éléments doivent être le souci constant du prestataire dans la réalisation du contrat.

Le prestataire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité et la fiabilité des équipements.

De plus, il s'engage :

- à établir un bilan des installations sur simple demande de l'établissement hospitalier
- à informer l'établissement hospitalier de l'évolution de la législation et des textes en vigueur
- à informer l'établissement hospitalier de l'évolution technologique des équipements
- à proposer les transformations nécessaires à l'application des nouvelles législations
- à réaliser les visites et opérations de maintenance préventive permettant de maintenir les installations listées dans le DPGF en parfait état de fonctionnement
- à effectuer tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art ou de prescriptions techniques du constructeur et dans un souci de minimiser les pannes

Le prestataire devra aussi :

- le cas échéant, être présent dans le cadre d'audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par l'établissement et nécessitant sa présence. Cette demande peut être faite autant de fois que nécessaire
- être présent à l'occasion des états des lieux contradictoires au début et/ou à la fin du contrat d'entretien

4.7 Organisation et moyens mis en œuvre pour le respect des engagements

Ils doivent être précisés par le candidat sur le mémoire technique joint à son offre.

Le prestataire doit disposer d'une centrale de surveillance et de télésurveillance permettant de traiter les demandes d'intervention **24h/24 et 7j/7**, tous les jours de l'année, jours fériés inclus.

4.8 Normes et règlements

L'exécution du marché sera soumise à une liste non exhaustive des textes, arrêtés et circulaires présentés ci-après :

- Arrêté du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
- Article R543-75 à R543-123 du code de l'environnement
- Directive 67 /548 /CEE du 27-07-67-Annexe 1
- Directive 94 /69 /CE
- Directive des équipements sous pression (DESP)
- DT96 de Juillet 2012 - Guide Technique Professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation,
- Fiches CLAP n ° 34 et 166
- Règlement (CE) n°2037/ 2000, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (dans le cadre du protocole de Montréal), prévoyant : « À partir du 1er janvier 2010, l'utilisation d'hydro-chlorofluorocarbures (HCFC) vierges est interdite dans la maintenance et l'entretien des équipements de réfrigération et de conditionnement d'air existant à cette date ; l'ensemble des HCFC sont interdits à compter du 1er janvier 2015. » En complément du règlement (CE) n°2037/2000 vient s'ajouter le règlement (CE) n°1005/2009
- Règlement CE No 1005/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone
- Règlement CE n°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés
- Règlement F-gaz (UE) applicable depuis le 1er janvier 2015
- Réglementation ICPE concernant les Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

Les produits et prestations proposées par le titulaire devront être conformes aux normes et homologations en vigueur (ISO, marquage CE, NF., EN...etc...).

Les normes pouvant évoluer en fonction de la réglementation pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de s'y conformer.

Le non-respect de ces normes pourra entraîner la résiliation du marché, sans préavis ni indemnités de la part des établissements hospitaliers.

Le titulaire aura à produire les pièces justificatives de conformité sur réquisition des établissements.

4.9 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

Le prestataire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité :

- des usagers et employés de l'établissement hospitalier
- de ses employés intervenants sur les installations de l'établissement

Il emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés, qualifiés et habilités ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.

Il doit également procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel mis à la disposition de ses employés intervenant sur les installations des établissements.

Le prestataire présentera dans les 15 jours suivant la date de notification de son marché les documents relatifs au Plan de Prévention d'Hygiène et de Sécurité.

ARTICLE 5. Organisation et conditions du marché

5.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ; aux normes et spécifications techniques applicables.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la main-d'œuvre, à la protection des travailleurs, et aux conditions de travail.

Le Titulaire fournira à son personnel le matériel de mesure et de contrôle dûment étalonnés ainsi que les protections individuelles (EPI) nécessaires à la bonne exécution des prestations. Tous ces matériels devront répondre en tous points aux normes de sécurité en vigueur les concernant.

5.2 Dispositions particulières

Le titulaire est tenu aux respects des règles de sécurité, de protection et d'hygiène en vigueur pour chacun des lieux de ses interventions, il devra se conformer aux plans de prévention spécifiques émis par les établissements et mis en place pour la protection et la prévention des risques en fonction de l'activité des secteurs et de la destination des locaux (risque infectieux, risque incendie, risque aspergillaire...).

Les interventions de maintenance corrective pouvant se dérouler en dehors des horaires de journée, de nuit, week-end ou fériés, l'adjudicataire précisera dans sa grille tarifaire (**BPU**), le tarif correspondant à chaque typologie d'horaire d'intervention.

Le titulaire est tenu pour toute intervention de se conformer aux horaires d'interventions fixés par l'établissement hospitalier en fonction de ses contraintes d'exploitation et ne pourra à ce titre prétendre à un quelconque dédommagement complémentaire.